Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2017-65** **19/01/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 17

Objet : Appel à candidature : 17 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Parcs nationaux de France :

1 poste de technicien de gestion du littoral au Parc National des Calanques (H/F) (agent contractuel) à Marseille (13).

Office National des Forêts (ONF) :

1 poste de responsable de la mission commerciale bois et services (H/F) (catégorie A+)
à Montpellier (34)

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de directeur adjoint de la Direction des affaires européennes et internationales (H/F) (agent contractuel ou titulaire catégorie A+) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de gestionnaire maintenance et logistique (H/F) (agent contractuel ou titulaire de catégorie B) à Ploufragan (22).

- 1 poste de coordinateur d'études et d'appui scientifique (H/F) (agent contractuel) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de technicien de laboratoire en virologie (H/F) (agent contractuel) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de technicien de laboratoire en microbiologie des aliments (H/F) (agent contractuel) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique pour laboratoire de référence de l'UE Lait et produits laitiers (H/F) à Maisons-Alfort (94).

Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) / Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller scientifique auprès de la Représentation permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (H/F) (catégorie A ou A+) à Rome (Italie).

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en AFRIQUE DU SUD et AFRIQUE AUSTRALE (Prétoria) (H/F/) (catégorie A ou A+).

- 1 poste d'adjoint(e) au conseiller agricole à Moscou (catégorie A ou A+).

- 1 poste d'adjoint(e) au conseiller agricole à Washington (catégorie A ou A+).

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en CHINE (H/F) (catégorie A ou A+).

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles au BRESIL (H/F) (catégorie A ou A+).

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en INDE (H/F) (catégorie A ou A+).

FranceAgriMer (FAM) :

- 1 poste de directeur adjoint à la direction des interventions (H/F) (catégorie A+) à Montreuil (93).

- 1 poste de directeur à la direction Marchés, études et prospective (H/F) (catégorie A+) à Montreuil (93).

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Patrice CHAZAL

Parc national des Calanques

Technicien de gestion du littoral

Contexte

Le Conservatoire du littoral a désigné le Parc national des Calanques gestionnaire de ses terrains sur les sites de Cap Canaille (Sainte Frétouse), Port-Miou, La Fontasse et Chalabran. Un premier programme décrivant les actions à conduire a été établit. Pour assurer la mise en œuvre de ces actions, nous recherchons un technicien qui aura la charge d'assurer le suivi technique et opérationnel des opérations de gestion.

Rattachement hiérarchique

Responsable du secteur Littoral Est et Haute Mer.

Missions

Emploi partagé entre le terrain et l'administratif

- Assurer la coordination des actions de gestion sur le terrain
- Participation à l'élaboration du plan de gestion des sites gérés
- Maitrise d'œuvre des travaux à engager
- Réception de travaux
- Suivi de la fréquentation
- Petit entretien courant
- Relations avec partenaires publics ou privés
- Relations avec les représentants des chasseurs
- Animations (scolaires ou adultes)
- Participation à des opérations de comptages de la faune
- Suivis naturalistes
- Appui au secteur SLEHM en tant que besoin
- Réalisation de cartographie

Profil

- Bac +4 Formation en environnement,
- Bonne capacité relationnelle, sens de la diplomatie et de la pédagogie,
- Aptitude rédactionnelle et maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel),
- Pratique du logiciel Qgis souhaitée,
- Connaissances du territoire et des enjeux du Parc national, des patrimoines naturels terrestres et marins,
- Capacité d'initiative,
- Capacité de travail en extérieur et bonne condition physique,
- **Permis de conduire obligatoire** (VL).

Contrat

- Contrat de Technicien de Gestion du littoral (catégorie B) d'une durée initiale de 8 mois
- **Prise de poste souhaitée le 15 février 2017**
- 35 heures hebdomadaires réparties en 5 jours dont certains dimanches et jours fériés avec indemnité compensatrice ou jour de récupération
- Résidence administrative située à La Ciotat

Modalités de dépôt des candidatures :

Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillés à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
141 avenue du Prado, Bât. A
13008 Marseille
ou par courriel à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

La date limite de réception des candidatures est fixée au jeudi 2 février 2017.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Office National des Forêts
DT Midi-Méditerranée

505 Rue de la Croix Verte 34094 Montpellier cedex 5

Responsable de la mission commerciale bois et services

Date limite des candidatures : 28 février 2017

N° du poste : 16216 **Catégorie : A+ ICPEF, IPEF expérimenté, IDAE, Attaché principal**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) A4	
Poste vacant au 1er juin 2017	
Présentation de l'environnement professionnel	* **La direction territoriale (DT) Midi-Méditerranée** couvre 2 régions administratives (Occitanie et Provence Alpes Côte d'Azur). Elle est composée d'un service financier, d'une mission commerciale bois et services, d'un service ressources humaines, d'une mission communication qualité, d'un pôle système d'information, d'une mission juridique foncier et d'une agence comptable secondaire. Elle comprend, en outre,10 agences territoriales départementales ou bi-départementales et des agences de réalisation : une agence études, une agence travaux, une agence DFCI et deux agences RTM (Alpes du Sud et Pyrénées). Le personnel de la DT est de 1 600 personnes dont 1 000 fonctionnaires et 600 salariés de droit privé. La DT Midi Méditerranée gère 1 344 000 ha comprenant 41% de forêts domaniales et 59 % de forêts de collectivités. L'activité de la DT est marquée par l'importance du conventionnel, qu'il s'agisse du secteur concurrentiel (travaux-études) ou des missions d'intérêt général (RTM et DFCI) et par de forts enjeux en matière de biodiversité et d'accueil du public. Le chiffre d'affaires conventionnel et MIG représente annuellement 37 M€. Les recettes bois en forêt domaniale s'élèvent à 16 M€, les recettes en forêt communale s'élèvent à 20,5 M€ * **La mission commerciale bois et services** intervient sur l'ensemble du territoire de la DT Midi Méditerranée. Elle prend en charge en lien avec les autres services de la DT : - **le pilotage de la commercialisation des bois** : mise en place d'une stratégie, suivi de l'activité, négociation des contrats d'approvisionnement, pilotage des ventes publiques, animation de la commercialisation par massif, animation technique, représentation filière, animation des personnels administratifs bois - **le pilotage de la commercialisation des services** : mise en place d'une stratégie, accompagnement pour la définition et la mise en place des stratégies des ATe, suivi de l'activité, organisation de la réponse aux appels d'offres (veille, montage administratif des dossiers), animation des commerciaux en agence, animation des responsables développement, gestion des grands comptes en lien avec l'ANET, action de démarchage, mise en place de partenariat et suivi de la concurrence - **le pilotage de l'ingénierie financière** : mise en place d'une stratégie, suivi de l'activité, lobbying vers des acteurs institutionnels, animation réseau des responsables développement, mise en place d'une veille sur les appels à projets, réalisation des documents de communications sur les dispositifs existants, soutien à la réalisation de projets complexes et gestion du mécénat en lien avec le siège.

<table>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Définir et mettre en œuvre la stratégie territoriale de commercialisation des bois et en particulier le développement du bois façonné

Définir et mettre en œuvre la stratégie territoriale de commercialisation des services

Développer le recours aux subventions publiques pour le propre compte de l’ONF ou pour les collectivités dont il est gestionnaire.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Management du service (10 personnes)
Mise en œuvre toutes les actions d’animation et de commercialisation pour atteindre ses objectifs
Animation réseaux bois et responsable développement
Négociation grand compte
Représentation Fédération nationale du bois – Communes forestières – Entrepreneur des territoires - Institutions (Régions, DRAAF, Massifs…)
Suivi plus particulièrement de l’activité concurrentielle réalisé avec les collectivités
Direction de ventes publiques par appels d’offre de bois
Participation aux CODIR de la direction territoriale et aux réunions réseaux de la direction générale</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations avec l’ensemble des services internes de l’ONF

Relations externes avec la filière bois/ les clients services/ les financeurs

Déplacements très fréquents sur les deux régions PACA et Occitanie</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoir-être :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Sens marqué du relationnel en interne comme externe
- Dynamisme
- Capacité à prendre du recul
- Capacité d’écoute</td><td>- Management
- Animation fonctionnelle
- Commercial
- Connaissances filière bois
- connaissances sylviculture
- connaissances sur l’activité concurrentielle au sein d’un EPIC</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Olivier Rousset- Tél. : 04 42 17 57 01- 07 61 12 84 49
Directeur territorial Midi-Méditerranée (Occitanie/PACA)

courriel : olivier.rousset@onf.fr

Pierre Verry (titulaire du poste) : Tél. 05 62 73 55 39 ; pierre.verry@onf.fr</td></tr>
</table>

Date : 09/01/2017

Poste à pourvoir	**Directeur adjoint de la Direction des affaires européennes et internationales (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des affaires européennes et internationales (DAEI).

Missions / contexte

La Direction des affaires européennes et internationales (DAEI) est chargée d'assurer la coordination des activités menées avec les partenaires étrangers, aux échelons communautaires et internationaux, par les différentes entités de l'Agence. La DAEI exerce ses missions en lien étroit avec la Direction générale, et travaille en lien étroit avec les entités de l'Agence.
La DAEI veille au respect des orientations retenues en ce domaine par l'établissement. Ses actions sont réparties sur trois principaux axes :
Axe 1 : « Positionnement et stratégie d'influence de l'Agence au niveau européen et international » avec notamment : pilotage de la réflexion stratégique sur le positionnement européen et international de l'Anses et participation aux réflexions stratégiques des ministères sur leurs priorités ; le développement, formalisation et suivi des collaborations avec les partenaires en Europe et à l'international (organisations internationales, les agences européennes, plus particulièrement l'EFSA, l'Anses étant Point focal national et représentant français au Forum consultatif); en lien avec la Direction des laboratoires, co-piloter les actions des laboratoires détenant des mandats de laboratoires et centres référence de l'UE et d'organisations internationales.
Axe 2 : « Veille et appui au montage de projets à financements européens et internationaux » : L'activité de la DAEI consiste à identifier les appels à projets entrant dans le champ de compétence de l'Anses et à relayer l'information aux équipes scientifiques ad hoc, ainsi qu'apporter un appui méthodologique, administratif et financier au montage des projets.
Axe 3 « Coordination de projets européens »: L'animation du réseau des partenaires pour assurer la bonne conduite du projet sur les aspects administratifs et financiers, en lien avec de nombreux acteurs en interne (entités scientifiques impliquées, services de la DGAR, …) et en externe (partenaires du projet, bailleur de fonds, …).

L'équipe est composée de 9 agents : un directeur, un directeur adjoint, un conseiller scientifique, cinq chargés de mission « projets européens », une assistante à mi-temps.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Développer en lien étroit avec le Directeur les missions d'animation et de coordination des actions européennes et internationales de l'Agence, dans les relations avec les ministères de tutelles de l'Agence, et dans la mise en œuvre des travaux des agents de la DAEI.
Le Directeur adjoint représente l'agence sur les sujets entrant dans le champ de compétence de la DAEI.
Le Directeur adjoint assure la suppléance du Directeur des affaires européennes et internationales en cas d'absence de ce dernier.

Activités

En lien avec le Directeur des affaires européennes et internationales, définir, mettre en œuvre et veiller à l'avancée des actions de la DAEI dans son rôle d'animation et de coordination des actions européennes et internationales :

- Animer la réflexion stratégique sur le positionnement européen et international de l'Anses (en lien avec la stratégie générale de l'Agence et les stratégies des ministères) et en rendre compte auprès de la Direction générale ;
- Œuvrer au renforcement du positionnement de l'Agence auprès de ses principaux partenaires au niveau des instances européennes et internationales, et dans les pays stratégiques pour l'Agence ;
- Participer aux réflexions et initiatives sur l'Europe et l'international menées au niveau national (par les ministères, GIP FVI et Adecia, IAVFF, Alliances,…)
- Identifier les opportunités de nouvelles collaborations et partenariats au niveau européen et international pour l'Agence ;
- Inciter et appuyer les entités de l'agence dans la mise en œuvre de leurs actions au niveau européen et international (pour les laboratoires, en lien étroit avec la Direction des laboratoires) ;
- Effectuer une veille sur les opportunités de financements européens et internationaux de projets de recherche, et apporter un appui au montage des dossiers ;
- Dans le cas de projets européens coordonnés par l'Anses, apporter un appui aux équipes Anses pour la mise en œuvre des projets, notamment sur les aspects administratifs et financiers ;
- Renforcer les outils de suivi des actions européennes et internationales mises en œuvre par les entités de l'agence ;
- Assurer les missions de représentation de la DAEI en interne et en externe.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis et expériences similaires:

- Bac+5 :
  - Doctorat (en médecine, pharmacie, vétérinaire ou en sciences), ou ingénieur (dans le domaine des sciences de la vie), **et** une expérience avérée en affaires européennes

  ou
  - Sciences politiques, droit, ou affaires européennes, **et** une expérience solide en santé publique
- Expérience en management d'équipe

Compétences

- Capacités relationnelles développées et goût pour le travail en équipe
- Connaissance du fonctionnement des institutions françaises, européennes et internationales, dans le secteur de la gestion du risque sanitaire
- Maitrise des techniques de gestion de projets européens et internationaux
- Connaissance du cadre juridique et réglementaire des établissements publics administratifs serait un atout
- Fortes capacités de programmation et de tenue des délais,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale et écrite
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Force de proposition, capacité d'animation
- Excellente maîtrise de la langue anglaise, à l'écrit et à l'oral
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 janvier 2017

Renseignements sur le poste : Salma ELREEDY, Directrice des affaires européennes et internationales (salma.elreedy@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-003 à :** recrutement@anses.fr

Date : 12/01/2017

Poste à pourvoir	**Gestionnaire maintenance et logistique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement ou affectation**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Avril 2017**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Ploufragan-Plouzané Service Administratif Financier Technique et Informatique Secteur Magasin Entretien et Petits Travaux
Missions / contexte	L'équipe est composée de 4 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du responsable de secteur, l'agent recruté devra être en capacité d'assurer l'ensemble des missions dévolues au secteur à savoir la gestion de la maintenance, la réalisation de petits travaux et la participation au fonctionnement du magasin central.

Activités

Concernant la maintenance et les petits travaux :

- Contact et gestion avec le prestataire extérieur en charge de la maintenance
- Gestion et réalisation des demandes d'intervention
- Réalisation de petites réparations et de travaux
- Contact avec les entreprises pour la réalisation et le suivi des travaux

Concernant le magasin central :

- Réalisation des navettes au même titre que les autres agents du secteur
- Participation à la gestion du magasin
- Suppléance à l'accueil téléphonique, à la gestion des alarmes et à l'accueil des livreurs

Conditions particulières

Etre titulaire du permis de conduire

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC ou BAC +2 avec une formation dans le domaine de la maintenance

Expériences : débutant accepté si formation dans le domaine de la maintenance, à défaut de formation une expérience dans ce domaine est nécessaire

Compétences

- Connaissances techniques dans le domaine de la maintenance et des travaux
- Maîtrise des outils informatiques (traitement de texte, tableur et messagerie)
- Aptitudes à organiser ses activités et gérer les priorités
- Aptitudes à prendre des responsabilités, à rendre compte, à synthétiser et à rédiger
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 2 février 2017

Renseignements sur le poste : Benoît Charvet au 02 96 01 62 02

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-004 à :** recrutement@anses.fr

Date : 16/01/2017

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'études et d'appui scientifique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (5 mois et demi)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER),
Unité Méthodologie et Etudes (UME)
L'équipe est composée de 15 agents.

Missions / contexte

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.
L'unité UME appartient au domaine Observatoire et Méthode de la DER. Elle a pour mission le développement de méthodologies transversales d'évaluation des expositions et des risques liés aux substances chimiques et aux agents physiques ou microbiologiques. Dans ce cadre l'unité UME participe notamment à des projets d'envergure, comme la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin (n°2008/CE/56, DCSMM) (http://www.developpement-durable.gouv.fr/Actualite,41802.html). Cette directive impose à chaque Etat-Membre de l'Union européenne d'élaborer une stratégie applicable à ses eaux marines (métropolitaines pour la France) en vue de l'atteinte ou du maintien de leur bon état écologique. Dans le cadre de la DCSMM, l'UME est en charge de piloter les travaux menés sur le thème « Questions Sanitaires », à la fois en tant que pilote scientifique thématique et en tant que coordonnateur de programmes de surveillance. Les questions sanitaires regroupent d'une part, la qualité sanitaire des produits de la pêche

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité UME et en collaboration étroite avec le responsable du projet DCSMM à l'Anses, la personne recrutée sera impliquée dans la définition du bon état écologique pour le Descripteur 9 de la DCSMM ; à savoir « les quantités de contaminants présents dans les poissons et autres fruits de mer destinés à la consommation humaine qui ne dépassent pas les seuils fixés par la législation communautaire ou les autres normes applicables ». Le Descripteur 9 s'intéresse donc à l'ensemble des produits de la pêche, destinés à la consommation humaine (poissons, mollusques, crustacés,…) et susceptibles d'être contaminés par des substances dangereuses soumises aux règlements en vigueur. L'objectif de ce travail est de définir l'état écologique du milieu marin sur la base de critères sanitaires pour chaque sous-région marine listée ci-dessus.

Activités

En collaboration avec les scientifiques de l'Anses impliqués dans le projet DCSMM, la personne recrutée :

- Participera aux réflexions relatives à la révision du bon état écologique pour les questions sanitaires.
- Procédera à l'analyse statistique des données collectées, par exemple :
  - Calculs de niveaux de contamination.
  - Détermination de la corrélation entre le lieu de prélèvement et les niveaux de contamination observés.
  - Comparaison des niveaux de contamination observés par rapport aux seuils réglementaires.
  - Spatialisation des niveaux de contamination par sous-région marine française.
- Rédigera les résultats des analyses statistiques sous forme de rapport d'étude.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Master 2 en cartographie et statistiques souhaité
Minimum BAC +3

Expériences similaires

Une première expérience professionnelle en analyse de données est souhaitée.

Compétences

- Compétences en statistiques.
- Compétences en systèmes d'information géographiques (SIG) et interpolation spatiale.
- Connaissances d'un logiciel de traitement de données (R, STATA, SAS,…).
- Connaissances d'un logiciel SIG ou géostatistique (QGIS, ArcView, ISATIS).
- Connaissances du milieu marin appréciées.
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale).
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels).
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique.
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 février 2017

Renseignements sur le poste : Lynda Saïbi-Yedjer (lynda.saibi-yedjer@anses.fr) et Carine Dubuisson (carine.dubuisson@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-005 à :** recrutement@anses.fr

Date : 16/01/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en virologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur	Laboratoire de santé animale, Maisons-Alfort UMR1161 de Virologie
Missions / contexte	L'Unité Mixte de Recherche (UMR) 1161 « Virologie » est une entité de recherche en **santé animale** et **santé publique vétérinaire** placée sous la tutelle conjointe de l'INRA (Département de Santé Animale), de l'ANSES (Laboratoire de santé Animale) et de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort. Ses activités sont centrées sur les viroses animales responsables de graves **épizooties** ou à **risque zoonotique** et/ou **d'émergence**, qui présentent une menace pour la sécurité sanitaire de l'alimentation et la santé humaine et vétérinaire. Elle est constituée de cinq équipes de recherche : vaccins adénoviraux ; émergence virale des ruminants ; virus entériques et barrière d'espèces ; biologie des picornavirus et neurovirologie de zoonoses. L'UMR héberge aussi des **laboratoires de référence à l'échelle internationale** (laboratoire de référence de l'OIE pour la maladie épizootique hémorragique), européenne (laboratoire de référence de l'UE pour les maladies équines, incluant la fièvre West Nile et les encéphalites équines exotiques) ou nationale (laboratoires nationaux de référence pour la fièvre catarrhale ovine, la fièvre aphteuse, la stomatite vésiculeuse, la maladie vésiculeuse des suidés, la peste équine et la fièvre West Nile).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur de l'UMR et en lien avec les scientifiques en charge des laboratoires national (LNR) et européen (LR-UE) de référence West Nile, la personne recrutée aura en charge les activités d'appui scientifique et technique de la thématique West Nile et encéphalites équines exotiques

Activités

- Biologie cellulaire (entretien de cultures cellulaires) et biologie moléculaire (expression de protéines recombinantes, génétique inverse)
- Virologie (isolements viraux, amplification de stocks viraux, titrage),
- Réalisation d'analyses sérologiques et moléculaires (RT-PCR classiques et en temps réel, ELISA, tests de séroneutralisation) et développement de nouveaux outils moléculaires et sérologiques (puces, PCR multiplex, Luminex)
- Evaluation de nouvelles stratégies thérapeutiques et prophylactiques contre les infections virales mentionnées, chez l'animal et dans des modèles cellulaires
- Rédaction d'un cahier de laboratoire, saisie informatique et analyse des résultats, rédaction de protocoles et de rapports techniques
- Formation de stagiaires francophones et étrangers dans le domaine
- Participation aux projets de recherche (enquêtes épidémiologiques, validation d'outils diagnostiques innovants, d'approches thérapeutiques et vaccinales, étude des interactions virus-hôte) et à la production technique et scientifique de l'unité
- Fonctions de coordination transversale possibles (gestion de la maintenance des appareils de laboratoire, gestion des stocks de consommables en laboratoire confiné de niveau 3,…)

Conditions particulières

Manipulation d'animaux de laboratoire (niveau 2 en expérimentation animale apprécié)
Travail en zone confinée de niveau 3 nécessitant des mesures spécifiques pour la manipulation de pathogènes au potentiel zoonotique (combinaison, masque type FFP2, gants, sur-chaussures)
>>> Accord pour un suivi médical spécifique (manipulation de pathogènes de classe 3)

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BTS/DUT et/ou licence en biologie souhaitée (formation en virologie et/ou en biologie moléculaire et cellulaire appréciée).
Minimum bac

Expériences similaires

Une expérience significative en laboratoire est souhaitée

Compétences

- Maîtrise des techniques usuelles de virologie, sérologie, biologie moléculaire et cellulaire,
- Maitrise des concepts d'assurance qualité pour les analyses de laboratoire (ISO 17025)
- Compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions, rigueur,
- Utilisation des logiciels bureautiques courants (traitement de texte, tableur, …)
- Bonne compréhension et maitrise de l'anglais souhaitée.
- Aptitude au travail en équipe, bonne organisation,

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 février 2017

Renseignements sur le poste : sylvie.lecollinet@anses.fr, stephan.zientara@vet-alfort.fr, cecile.beck@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-007 à :** recrutement@anses.fr

Date : 16/01/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en microbiologie des aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Laboratoire de sécurité des aliments de Maisons-Alfort
Unité Laboratoire Central des Services Vétérinaires (LCSV)

Missions / contexte

Le Laboratoire de sécurité des aliments apporte à la décision publique, une expertise scientifique à la fois généraliste sur la qualité et la sécurité sanitaire des denrées alimentaires, mais aussi plus spécifique sur certaines filières de transformation. Le laboratoire concentre ses travaux sur les dangers biologiques (bactéries, virus, parasites) et chimiques (toxines, métaux, pesticides, polluants organiques, histamine) présents ou susceptibles d'être présents dans les aliments, et tout particulièrement au stade de leur distribution et de leur consommation

Le Laboratoire Central des Services Vétérinaires est un laboratoire d'analyses des aliments pour les Directions Départementales de la Protection des Populations (DDPP ex DDSV – services vétérinaires) de la région parisienne.

L'unité, constituée de 7 personnes, est agréée par le Ministère de l'Agriculture et accréditée par le COFRAC pour la réalisation des analyses microbiologiques dans le cadre des contrôles officiels des aliments.

L'activité principale de l'unité est la mise en évidence des pathogènes bactériens à l'origine de Toxi-Infection Alimentaire (Collective ou non, TIA ou TIAC). Celle-ci est aussi amenée à réaliser des contrôles de denrées alimentaires selon les critères microbiologiques définis dans le Règlement européen 2073/2005 ou bien de réaliser des analyses dans le cadre de plans de surveillance ou de contrôle.

Les pathogènes bactériens sur lesquels se porte l'activité de l'unité sont notamment, *Bacillus cereus* présomptifs, Staphylocoques à coagulase positive, *Clostridium perfringens*, *Salmonella* spp., *Listeria monocytogenes* et *E. coli* producteurs de Shiga-toxines (STEC).
L'unité met en œuvre ces analyses à l'aide de méthodes de bactériologie conventionnelle selon des référentiels normalisées mais aussi par le biais de méthodes alternatives validées Afnor, des méthodes immuno-enzymatiques de type VIDAS® ou de biologie moléculaire (PCR temps-réel) sont aussi employées.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'agent aura pour mission de réaliser des analyses bactériologiques par des méthodes de microbiologie conventionnelle ou de biologie moléculaire, notamment dans le cadre d'investigation de toxi-infections alimentaires.

Activités

Sous la responsabilité du chef d'unité et en collaboration avec les autres personnes de l'unité, l'agent sera chargé :

- ✓ de réceptionner et d'enregistrer les échantillons transmis par les DDPP,
- ✓ de réaliser des analyses (recherche et dénombrement de bactéries pathogènes alimentaires) selon les normes et procédures en vigueur avec la réactivité nécessaire en cas d'urgence,
- ✓ de gérer un stock de consommables
- ✓ de nettoyer et entretenir son matériel et environnement de travail

Conditions particulières

En cas d'urgence avérée, travail le week end.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC + 2 (BTS ou DUT) ou licence professionnelle dans le domaine de la microbiologie souhaité.

Bac minimum

Expériences similaires

Expérience dans le domaine de l'analyse microbiologique des produits alimentaires et souhaitée en biologie moléculaire.
Expérience souhaitée dans un laboratoire accrédité COFRAC.

Compétences

- ✓ Maîtrise des techniques de microbiologie conventionnelle (recherche et dénombrement).
- ✓ Bon relationnel et aptitude au travail en équipe.
- ✓ Capacité d'autonomie, de polyvalence, d'organisation et de rigueur.
- ✓ Maîtrise des logiciels bureautiques (traitement de texte, tableur).
- ✓ Connaissance en assurance qualité au laboratoire (NF EN ISO 17 025).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 février 2017

Renseignements sur le poste : Agnès CHAMOIN courriel : agnes.chamoin@anses.fr

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-010 par courriel à :** recrutement@anses.fr

Date : 16/01/2017

Poste à pourvoir	**Chargé(e) de projet scientifique et technique pour le Laboratoire de référence de l'UE Lait et produits laitiers (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 31/12/2017**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort, département Contaminants microbiologiques des aliments, unité Staphylocoques, *Bacillus*, Clostridies, Lait (SBCL) – Equipe *Lait*.

Missions / contexte

Le poste est à pourvoir au sein du département Contaminants microbiologiques des aliments du Laboratoire de sécurité des aliments de l'Anses, dans l'unité « Staphylocoques, Bacillus, Clostridies, Lait » (ci-après désignée SBCL). Cette unité, composée de 24 personnes réparties en 4 équipes, porte trois thématiques relatives à des dangers microbiologiques, les bactéries toxinogènes Staphylocoques, Bacillus et Clostridies, ainsi qu'une thématique dédiée à la qualité du lait et des produits laitiers.
L'unité mène des activités de référence, de recherche et de surveillance. Pour les trois dangers microbiologiques, l'unité SBCL exerce ses compétences pour couvrir les champs du « germe à la toxine » au travers notamment de la détection/dénombrement des bactéries et de la caractérisation moléculaire (typage bactérien) et protéique de leur pouvoir pathogène (détection/quantification des toxines). Son expertise permet de nourrir l'évaluation des risques, de contribuer à l'évolution du système de surveillance des bactéries productrices de toxines dans les denrées alimentaires et d'aider les tutelles dans leurs prises de décision. Pour la thématique lait, l'unité SBCL œuvre à l'harmonisation des outils analytiques et à la fixation de critères consensuels aux niveaux européen et international.
L'unité porte quatre mandats de laboratoire de référence, deux français (Laboratoire National de Référence -LNR) et deux européens (Laboratoire de référence de l'Union Européenne -LRUE), sur les staphylocoques à coagulase positive (SCP) et sur le lait et les produits laitiers (LPL). Les projets de recherche s'inscrivent dans le renforcement et l'extension de l'expertise de l'unité dans ses domaines d'activités.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Chef d'Unité, le/la chargé(e) de projet scientifique et technique conduira les projets scientifiques et techniques du LRUE Lait et produits laitiers dans le domaine de l'hygiène du lait cru (flore totale et cellules somatiques), et participera aux activités de laboratoire.

Activités

A ce titre, il devra :

- Assurer le pilotage et le suivi des projets hygiène du lait cru dans le cadre des missions de LRUE.
- Participer aux analyses de laboratoire sur la thématique hygiène du lait cru.
- Prendre en charge l'organisation des essais interlaboratoires d'aptitude (EILA) du LRUE pour le réseau des LNR, dans la thématique hygiène du lait cru.
- Valoriser et présenter l'ensemble des travaux réalisés (rapports, communications).
- Participer à l'encadrement et à la formation de personnel scientifique et technique, dont les stagiaires étrangers des LNR.
- Assurer la veille scientifique dans son domaine d'activités.
- Assurer le pilotage des actions qualité de l'équipe relatives à l'accréditation pour les analyses (ISO 17025) et à l'organisation des EILA (ISO 17043)

Conditions particulières : Aucune

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC +5 (Master 2 ou diplôme d'ingénieur) en microbiologie.
Minimum Bac+3

Expériences similaires

Une première expérience en laboratoire est souhaitée. Une connaissance de la problématique hygiène du lait cru serait un plus.

Compétences

- Compétence en gestion de projet
- Rigueur, autonomie et sens des responsabilités dans son domaine d'activités
- Prise d'initiatives, facilité d'intégration, capacités de dialogue et de travail en équipe
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique (lu, écrit, parlé).
- Connaissance pratique en assurance qualité (ISO 17025) et si possible ISO 17043
- Sens aigu du contact humain et de la communication
- Gout prononcé pour les activités de laboratoire

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 février 2017

Renseignements sur le poste : Jacques-Antoine Hennekinne, chef d'unité SBCL (jacques-antoine.hennekinne@anses.fr ; tel : 01-49-77-26-24)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-011 à :** recrutement@anses.fr

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller scientifique auprès de la Représentation permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
Rome (Italie)

Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2017

Niveau parcours professionnel : supérieur à 3.

Contexte :

La Représentation Permanente de la France auprès de la FAO (RP) est accréditée auprès des institutions onusiennes dont le siège est à Rome : la FAO et le PAM (Programme Alimentaire Mondial). Elle est placée sous l'autorité de l'Ambassadeur, Représentant Permanent. Elle assure également le lien avec le FIDA (Fonds International de Développement Agricole.). A ce titre elle participe aux travaux des différents organes directeurs, des multiples comités, accords internationaux et instances techniques, ainsi que des groupes de travail, formels ou non, qui se réunissent en permanence à Rome sur les sujets relatifs à l'agriculture, l'alimentation, la forêt, les pêches, etc…Elle entretient des relations étroites avec les Secrétariats de ces institutions, ainsi qu'avec les groupes régionaux, les représentants des pays membres (191), en particulier les pays UE et avec délégation de l'Union européenne.

Les interlocuteurs privilégiés de la RP en administration centrale sont le ministère des affaires étrangères (NUOI/DGM et DGM/Pôle sécurité Alimentaire), le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (DGPE en particulier, le SEI étant le point d'entrée pour le MAAF), le SGAE/CIAA (Secrétariat général des affaires européennes – Comité interministériel de l'agriculture et de l'alimentation), ainsi que l'AFD (Agence française de développement) et les instituts de recherche (INRA, CIRAD, IRD, IFREMER…). La Délégation à l'Action extérieure des collectivités territoriales et les acteurs français de la coopération décentralisée sont également des interlocuteurs de la RP ainsi que les organisations de la société civile, des ONG, des entreprises privées et des organisations professionnelles agricoles.

Pour le suivi de la FAO, il existe un groupe de travail du Conseil de l'Union européenne (groupe FAO-COORD, à Bruxelles) où se réalise sur une base mensuelle la coordination communautaire et qui établit les positions et déclarations de l'UE. Le MAAF/DGPE y tient la chaise. Lorsque les organes directeurs de la FAO sont en session, le secrétariat du Conseil UE se déplace et ce groupe se réunit à Rome. Il est appuyé par un groupe informel constitué à Rome par les RP des Etats membres, également réunis régulièrement.

Le ou la conseiller(ère) agriculture et sécurité alimentaire à la Représentation permanente à Rome est chargé(e) du suivi de la FAO en termes de gouvernance, d'influence politique et de suivi technique.

Fonctions et attributions :
Sous l'autorité de l'Ambassadeur, le (la) conseiller(ère) agriculture et sécurité alimentaire :

- Assure une mission générale d'information, de veille, et de promotion des positions françaises :

1/ en développant des relations de qualité avec la FAO, les responsables de groupes régionaux, les RP des pays membres, la délégation de l'Union européenne ;

2/ en assurant le suivi des dossiers liés à la FAO et en particulier la révision régulière du cadre stratégique, du plan de travail à moyen terme et du programme de travail et budget de la FAO ;

3/ en assurant le suivi du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) et de son réseau d'experts de

haut niveau sur la sécurité alimentaire (HLPE) ;

4/ en suivant les initiatives mises en place dans le cadre du Plan d'action « sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture » sous Présidence française du G20, et notamment AMIS (Agricultural Market Information System) dont le secrétariat est hébergé par la FAO, et en venant en appui des délégués en charge dans diverses initiatives ou plateformes dont les secrétariats sont hébergés à la FAO (*ie* plateforme mondiale sur les sols, observatoire des agriculture du monde, alliance globale sur l'agriculture climato-intelligente, alliance globale sur l'élevage, etc.) ;

5/ en suivant et en influençant au besoin les positions défendues par les groupes régionaux et par les pays les plus influents au sein de la FAO ;

6/ en développant des contacts avec le réseau des Français présents à la FAO, en particulier les agents mis à disposition par le MAAF ;

7/ en opérant une veille active sur les publications de la FAO.

- Participe à la construction de la position française et communautaire :

1/ en développant des relations opérationnelles avec les délégations françaises de passage à Rome afin de mieux connaître les positions françaises et en partageant régulièrement les informations du « terrain romain » avec l'administration centrale, et notamment le MAAF ;

2/ en apportant des éléments d'ambiance et d'analyse du contexte multilatéral « romain » contribuant à l'élaboration des positions françaises le cas échéant ;

3/ en participant aux réunions de coordination communautaire se déroulant à Rome, et en tant que de besoin à celles prévues à Bruxelles ;

4/ en participant en lien avec les services centraux, aux réactions aux projets de déclarations communautaires rédigées par la présidence de l'UE / la Commission européenne selon le partage des compétences ;

5/ en participant aux sessions des organes directeurs de la FAO, ainsi qu'à toute autre réunion d'instances techniques et de négociations intergouvernementales, en tant que de besoin.

- Organise l'accueil et le programme des missions des délégations françaises de haut niveau à la FAO;

- Fait l'interface entre la FAO et les ministères pour la gestion des appuis apportés à la FAO via leurs fonds fiduciaires à la FAO et leurs mises à dispositions ;

- Assure toute autre mission en rapport avec ces attributions et dans le but d'assurer la plus grande coordination avec les opérateurs concernés à la demande de l'Ambassadeur, Représentant Permanent.

Profil recherché : IPEF ou ISPV – Dix ans minimum d'expérience professionnelle

QUALITES REQUISES :

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- aptitude à la rédaction (nombreux courriers et notes diplomatiques) sens développé de l'organisation ;
- capacité à animer une équipe ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable, une expérience à l'international et / ou le multilatéral agricole serait souhaitée;

- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DUREE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER:

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE – 01 49 55 46 44
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL- Sous-Directrice International – DGPE : 01 49 55 45 08
heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Rekha BERNARD, mail : rekha.bernard@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en AFRIQUE DU SUD et AFRIQUE AUSTRALE (Prétoria)
(NEPAD - SADC)
Prise de poste souhaitée pour le 01/04/2017

Niveau parcours professionnel: supérieur à 3.

NATURE DE L'ACTIVITE:

Sous l'autorité du Chef du Service économique régionale auprès de l'Ambassadeur, le conseiller pour les affaires agricoles en Afrique du Sud aura pour missions :

- D'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, sur l'évolution de l'agriculture en Afrique du Sud et dans les pays d'Afrique australe (pays de la zone de compétence du SER : Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe), les orientations de la politique agricole/alimentaire et leurs impacts,
- D'observer l'évolution des positions de l'Afrique du Sud et des pays d'Afrique australe et des communautés économiques régionales (SACU et SADC), en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences, en lien avec les services économiques de ces pays et régions,
- De soutenir et promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France auprès des administrations des pays d'Afrique australe concernées et du NEPAD (OMC, PAC, G20, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille…),
- De créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions d'Afrique du Sud et d'Afrique australe compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et d'Afrique australe,
- De contribuer à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du protocole de coopération agricole entre la France et l'Afrique du Sud et de travailler au renforcement des coopérations avec les autres pays d'Afrique australe en cohérence avec la stratégie d'influence du MAAF,
- De contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et du MAAF,
- De favoriser en collaboration avec le réseau déployé par Business France en Afrique australe, l'ADEPTA et la SOPEXA, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec l'administration relevant d'une intervention régalienne et de contribuer à la levée des barrières sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce,
- De représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAAF ayant lieu en Afrique du Sud ou en Afrique australe,
- De suivre les orientations de la SACU, de la SADC et du NEPAD en matière de politiques agricoles, de développement et de sécurité alimentaire, en lien avec les services du SCAC,
- De créer et maintenir des liens avec les autorités du NEPAD sur les questions agricoles, en lien avec le SCAC.

QUALITES REQUISES :

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;

- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

ZONE D'ACTIVITE :

Afrique du Sud, Angola, Botswana, République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, Tanzanie pour SADC), Zambie, Zimbabwe.

DUREE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER:

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE – 01 49 55 46 44
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL- Sous-Directrice International – DGPE : 01 49 55 45 08
heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Rekha BERNARD, mail : rekha.bernard@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A/A+

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Adjoint(e) au conseiller agricole à Moscou à compétence régionale
(Fédération de Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Arménie, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan)

Prise de poste souhaitée pour le 01/05/2017

Niveau de classement parcours professionnel : 3

Sous l'autorité du Chef de SER et sous la responsabilité du Conseiller agricole, le Conseiller agricole adjoint sera amené à couvrir l'ensemble des activités énoncées ci-dessous.

NATURE DE L'ACTIVITE:

Dans le cadre du réseau agricole à l'étranger, deux agents du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF) sont mis à disposition du service économique régional (SER) près l'Ambassade de France à Moscou. Le pôle agricole du SER comprend en outre une chargée d'étude russe.

Leurs missions sont les suivantes :

- 1/ Assurer une fonction de veille et d'analyse économique sur les sujets agricoles et agroalimentaires : situation de l'agriculture et de l'agro-alimentaire ; suivi des politiques agricoles, des marchés, de la recherche agricole ; connaissance des opérateurs publics et privés ; suivi des entreprises françaises ; positionnement des intérêts français vis-à-vis de la concurrence.

- 2/ Défendre les intérêts français dans les négociations menées avec les autorités russes s'agissant :

a) Des politiques commerciales bilatérales : accès au marché des produits français en Russie et dans les pays de la zone (négociations sanitaires en particulier), propriété intellectuelle…

b) Des questions agricoles traitées dans les instances internationales, en particulier G20, FAO ou OMC,

- 3/ Développer des programmes de coopération permettant l'émergence de positions communes sur des sujets variés (normes sanitaires, agroécologie, formation et recherche agricole…) ou, en lien avec les opérateurs (BusinessFrance, Chambre de commerce, SOPEXA, ADEPTA, CCEF, ADECIA, interprofessions…), la promotion de l'offre française.

- 4/ Appuyer les entreprises françaises sur des questions régaliennes importantes pour leur activité : export, reconnaissance des indications géographiques, conditions d'investissements étrangers …

- 5/ Piloter différentes rencontres à haut niveau dans la zone permettent de porter ces sujets.

A Moscou, ce poste recouvrira plus particulièrement les activités suivantes :

- Assurer une fonction de veille et d'analyse économique, en particulier :

o En vue de rédiger la newsletter mensuelle du pôle agricole ;

o En vue de connaître et de suivre les grands groupes agricoles et agro-alimentaires : lien avec leurs dirigeants, connaissance de leurs activités, de leur stratégie, de leurs résultats économiques, analyse de leurs besoins et des possibilités de partenariats avec les entreprises françaises ;

o En vue d'analyser les filières agricoles et agro-alimentaires.

Ces travaux se traduiront par des notes de synthèse régulières destinées à l'administration française comme aux acteurs économiques.

- Suivre certaines des actions conduites auprès de nos entreprises par les opérateurs publics ou ceux sous contrats publics, dans le secteur agricole et agro-alimentaire (salon, études…) ;

- Accompagner certains programmes de coopération, en particulier ceux relatifs à la recherche ou la formation agricole, en lien le cas échéant avec les autres services de l'Ambassade concernés (service scientifique, service culturel) et le cas échéant, appuyer l'organisation d'événements ponctuels ;

- Participer à la préparation et l'exécution des fréquentes visites de haut niveau dans les deux sens.

ZONE D'ACTIVITE :

Fédération de Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Arménie, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan

QUALITES REQUISES :

- diplôme vétérinaire ;
- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique;
- la connaissance de la langue russe serait un atout (compétence à acquérir sur le poste).

DUREE DE L'ENGAGEMENT: 3 ans

PERSONNES A CONTACTER:

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE – 01 49 55 46 44
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL- Sous-Directrice International – DGPE : 01 49 55 45 08
heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Stéphanie FLAUTO - Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales –DGAL - :
01 49 55 81 20 – stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Rekha BERNARD, mail :
rekha.bernard@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Adjoint(e) au conseiller agricole à Washington à compétence régionale
(Etats-Unis, Canada et Mexique)
Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2017

Niveau de classement parcours professionnel : 3.

NATURE DE L'ACTIVITE :

Dans le cadre du réseau agricole à l'étranger, deux agents du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF) sont mis à disposition du service économique régional (SER) près l'Ambassade de France à Washington.

Sous l'autorité du Chef de SER et sous la responsabilité du Conseiller agricole, le Conseiller agricole adjoint sera amené à couvrir l'ensemble des activités énoncées ci-dessous.

Leurs missions sont les suivantes :

-1/ une mission générale d'information et de veille pour le compte de l'État sur la situation des secteurs agricole et agroalimentaire des États-Unis, du Canada et du Mexique, et en matière de politiques agricole, alimentaire et de la pêche ;
-2/ une mission générale de relais local des positions et démarches de l'État auprès des autorités locales et acteurs du secteur, mission d'information et de promotion du modèle agricole et alimentaire français, d'influence auprès des partenaires étrangers, de négociation des conditions d'accès au marché et d'accueil des délégations institutionnelles françaises ;
-3/ une mission générale d'accompagnement de l'appui de l'État à la promotion des exportations ;
-4/ une relation étroite avec la Représentation de l'Union européenne et les ambassades des États membres sur place, dans le but de faire progresser les dossiers d'intérêt commun (dialogue réglementaire et accès au marché notamment).

Sous l'autorité du Conseiller agricole compétent pour les pays considérés, l'adjoint assiste ce dernier pour l'ensemble de ses missions. Il est plus particulièrement chargé des dossiers sanitaires (compétences vétérinaire et phytosanitaire) et réglementaires (y compris la politique de l'alimentation) pour les États-Unis, le Canada et le Mexique. Pour ce faire, il a en particulier pour tâches :
- de suivre les positions des autorités des pays de sa zone de compétence en matière de réglementation sanitaire et phytosanitaire (SPS), y compris le dossier des biotechnologies au sens large (OGM, clonage, nanotechnologies), et de politique de l'alimentation, et d'en informer les autorités françaises en particulier le MAAF. Il devra à cette fin identifier les interlocuteurs pertinents et entretenir le réseau relationnel correspondant ;
- de préparer les négociations SPS avec les administrations compétentes américaines, canadiennes et mexicaines, et le cas échéant, conduire ces négociations si elles sont bilatérales, ou prêter assistance à la Commission européenne, notamment dans le cadre des accords commerciaux (en particulier le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) et des comités spéciaux SPS des différents accords de libre échange (UE/Mexique, UE/Canada -CETA-) ;
- de faire connaître aux autorités des pays de sa zone de compétence les positions françaises, et de répondre aux besoins d'information et d'intervention auprès de ces autorités, notamment en période de crise sanitaire ;
- d'identifier et de proposer des actions bilatérales institutionnelles et d'en assurer le suivi et l'évaluation ;

- de répondre aux sollicitations de Business France, de FAM et des missions économiques portant sur les conditions SPS d'accès aux marchés de sa zone de compétence ;
- de fournir en tant que de besoin un appui technique sur les questions SPS aux SE d'Ottawa et SER de Mexico.

ZONE D'ACTIVITE :

États-Unis, Canada et Mexique

QUALITES REQUISES :

- diplôme vétérinaire ;
- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DUREE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER:

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE – 01 49 55 46 44
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL- Sous-Directrice International – DGPE : 01 49 55 45 08
heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Stéphanie FLAUTO - Sous-directrice des affaires sanitaires européennes et internationales –DGAL - :
01 49 55 81 20 – stephanie.flauto@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Rekha BERNARD, mail : rekha.bernard@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en CHINE à compétence régionale
(République de Mongolie et Taïwan)
Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2017

Niveau parcours professionnel: supérieur à 3.

NATURE DE L'ACTIVITE:

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional auprès de l'Ambassadeur, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le conseiller pour les affaires agricoles en Chine aura pour missions générales :

- **l'information et la veille sur la situation des secteurs agricoles et agroalimentaires et des intérêts français du ou des pays de compétence ;**
- **le relais local des positions de l'Etat, une force de proposition pour des actions d'influence, auprès des autorités locales et des acteurs du secteur pour la promotion et la défense des intérêts français ;**
- **l'accompagnement de l'appui de l'Etat à la promotion des exportations de produits et technologies agricoles et agroalimentaires et l'internationalisation des entreprises françaises.**

■ **en Chine (y inclus Hong Kong)** : il devra

- Soutenir l'action de l'Ambassade dans la défense des intérêts français agricoles : participation à la préparation des visites de haut niveau ; appui technique en tant que de besoin, aux autres actions de l'ambassade touchant le secteur agricole (réception de personnalités, actions scientifiques, actions de promotion ; préparation de déplacements de l'Ambassadeur…) ;
- Informer les autorités françaises, et plus particulièrement le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt des évolutions de l'agriculture en Chine, des orientations de la politique agricole/alimentaire chinoise ; du positionnement de ses entreprises agro-alimentaires, et du développement des positions françaises en Chine (implantations d'entreprises françaises, positionnement par rapport à la concurrence, difficultés…) ;
- Observer activement l'évolution des positions chinoises en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences. Cela inclut notamment une connaissance très précise des réglementations chinoises (sanitaires ou autres) applicables au commerce et à l'implantation ;
- Travailler en réseau et savoir le mobiliser, de façon à défendre auprès des institutions chinoises compétentes, les intérêts français. Ce réseau sera en particulier constitué :
  1. Des services internationaux des directions générales du MAAF, voire des autres Ministères français ;
  2. Des différents services de l'ambassade ;
  3. Des organisations professionnelles des filières agricoles françaises et du réseau d'entreprises françaises présentes en Chine ou travaillant avec la Chine ;
  4. Des opérateurs de l'Etat (Business France, SOPEXA) ou privés (CCI) ;
  5. De toute autre représentation pouvant faciliter la défense des intérêts français : représentation de l'Union européenne ; réseau des conseillers agricoles des autres ambassades ; organisations internationales (FAO…) ;
  6. les administrations et autres institutions chinoises compétentes (représentants des organisations agricoles et de consommateurs chinoises…) ;
- Soutenir et promouvoir les positions françaises auprès des administrations chinoises concernées (négociations d'accès au marché, OMC, PAC, G20, indications géographiques, …) ;

- Identifier et mener des actions de coopération/influence et en assurer l'évaluation, par exemple dans le secteur de la formation agricole ;
- Venir en appui aux entreprises françaises commerçant avec la Chine ou implantées dans ce pays auprès des administrations chinoises en tant que de besoin ;
- Contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole, émettre un avis sur les programmes des acteurs financés par des subventions publiques et assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et du MAAF ;
- Favoriser, en collaboration avec Business France, SOPEXA ou tout autre acteur pertinent (CCI, organisation professionnelle agricole…) et dans le respect de leurs attributions, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ce pays et des implantations françaises en Chine ou chinoises en France, ce qui inclut par exemple une implication au sein du club agro des entreprises françaises en Chine (animé par la CCI) ou un rôle de conseil quant aux actions pertinentes à mener auprès des acteurs pertinents ;
- Représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAAF ayant lieu en Chine.

    - **en République de Mongolie et à Taïwan,** il assurera des missions équivalentes en fonction de situations nationales particulières, en concertation étroite avec les services économiques locaux.

ZONE D'ACTIVITE :

Chine, République de Mongolie, Taïwan.

QUALITES REQUISES :

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique ;
- La connaissance de la langue chinoise serait un atout (compétence à acquérir sur le poste).

DUREE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER:

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE – 01 49 55 46 44
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL- Sous-Directrice International – DGPE : 01 49 55 45 08
heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Rekha BERNARD, mail : rekha.bernard@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles au BRESIL à compétence régionale
(Argentine et Chili)
Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2017

Niveau parcours professionnel: supérieur à 3.

NATURE DE L'ACTIVITE :

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Brasilia auprès de l'Ambassadeur, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le conseiller pour les affaires agricoles au Brésil aura pour missions :

- **au Brésil** :

- D'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, sur l'évolution de l'agriculture et de la forêt au Brésil, les orientations des politiques agricole/alimentaire/forestière et leurs impacts, et les stratégies des différents acteurs (organisations agricoles, entreprises, etc.) ;
- D'observer activement l'évolution des positions brésiliennes en matière de politiques agricole, alimentaire, environnementale et commerciale au plan national, régional (Mercosur) et international et leurs incidences ;
- De soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles auprès des administrations brésiliennes concernées (OMC, FAO, PAC, G20, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille etc.) ;
- De créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions brésiliennes compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs brésiliennes, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et brésiliennes, notamment dans le cadre de l'arrangement administratif conclu entre le MAAF et le ministère brésilien de l'agriculture ;
- D'identifier, en lien avec le MAAF des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- De favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et ADEPTA, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ce pays, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec l'administration brésilienne relevant d'une intervention régalienne, et d'apporter un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE ;
- De contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et du MAAF ;
- De contribuer avec Business France et la Chambre de commerce à l'animation du Club agroalimentaire de la France au Brésil permettant de répondre aux besoins des entreprises françaises agricoles et agroalimentaires installées ou exportant au Brésil ;
- De contribuer à l'élaboration et à l'actualisation de la stratégie d'influence du MAAF et de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge.

- **au niveau régional (Argentine et Chili) :**

Avec une attention plus marquée dans le cas de l'Argentine, et en concertation étroite avec le Service économique régional de Buenos Aires et le Service économique de Santiago du Chili :

- d'assurer des missions équivalentes de veille, d'information, de représentation, de facilitation du commerce agro-alimentaire, d'accompagnement du dialogue institutionnel bilatéral et de la coopération, en fonction des situations nationales particulières ;
- D'observer et d'informer les autorités françaises, le MAAF en particulier, de l'évolution du Mercosur (Marché commun du sud), dans les domaines agricole et commercial ;
- De représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAAF, ayant lieu au Brésil, dans les pays du Mercosur ou au Chili ;
- De suivre dans les domaines de compétence du Ministère, les travaux menés par la CEPAL et la FAO régionalement, qui sont installées au Chili.

ZONE D'ACTIVITE :

Brésil, Argentine, Chili.

QUALITES REQUISES :

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- bonne maîtrise du portugais ou de l'espagnol requis ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

DUREE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER:

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE – 01 49 55 46 44

frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL- Sous-Directrice International – DGPE : 01 49 55 45 08

heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Rekha BERNARD, mail : rekha.bernard@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en INDE
À compétence régionale sur l'Asie du Sud (Afghanistan, Pakistan, Népal, Bangladesh, Sri Lanka)
Prise de poste souhaitée pour le 01/09/2017
poste susceptible d'être vacant

Niveau parcours professionnel : supérieur à 3.

NATURE DE L'ACTIVITE :

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional auprès de l'Ambassadeur de France en Inde, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le conseiller pour les affaires agricoles en INDE, basé à New Delhi, aura pour missions :

1/ d'analyser les enjeux agricoles au sens large dans les pays de sa zone et d'y faire connaître les positions françaises par

- l'information des autorités françaises, et plus particulièrement du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, de l'évolution de l'agriculture en Inde et des pays de sa zone de compétence et des orientations de leurs politiques agricoles/alimentaires comme de leurs impacts ;
- l'observation proactive de l'évolution des positions indiennes en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences ;
- l'explication et la promotion des positions françaises sur les questions agricoles notamment celles relevant des instances internationales (OMC, PAC, G20, FAO, BRICS, indications géographiques) auprès des administrations locales concernées ;
- la représentation, si besoin est, de la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAAF.

2/ d'animer la coopération bilatérale par

- la création et le maintien de liens permanents avec les administrations et autres institutions locales compétentes, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs indiens, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et indiennes ;
- l'identification, le suivi et l'évaluation des actions de coopération ;
- le suivi des orientations en matière de politiques agricoles, de développement, de sécurité alimentaire, d'enseignement et de recherche, en lien avec les services du SCAC ;
- la contribution à l'élaboration et à l'actualisation de la stratégie d'influence du MAAF, pour les pays de sa zone.

3/ de contribuer au renforcement des relations économiques vers ces pays dans les secteurs agricole et agroalimentaire par

- l'identification et la résolution locale des difficultés d'accès au marché dans ces pays, qu'il s'agit d'obstacles techniques au commerce ou de mesures sanitaires ou phytosanitaires, en lien étroit avec la DGAL, FranceAgriMer et les délégations de l'Union européenne ;
- le suivi et l'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et du MAAF ;
- l'interaction avec le réseau déployé par Business France en Inde en faveur du développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de l'Inde et des pays d'Asie du Sud, ce qui implique

une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire et l'apport d'une assistance aux exportateurs rencontrant des difficultés avec l'administration indienne ;

- l'accompagnement du développement international des entreprises agroalimentaires françaises dans sa zone, en particulier les décisions d'implantation ou d'extension d'activités ;
- la promotion des investissements étrangers provenant d'Asie du Sud dans le secteur agroalimentaire français ;
- la formulation d'avis sur les projets de développement concernant le secteur agricole entendu au sens large, initiés par les organisations internationales (Banque Mondiale, FIDA, FAO, UE etc.) ou les bailleurs de fonds nationaux (AFD, Proparco) et l'identification des possibilités d'association des entreprises françaises à ces programmes.

ZONE D'ACTIVITE :

Inde, Afghanistan, Pakistan, Népal, Bangladesh, Sri Lanka

QUALITES REQUISES :

- connaissance de la politique agricole européenne et nationale ;
- grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, synthèse et rigueur ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade ;
- aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale ;
- autonomie en matière bureautique.

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE : (Préciser le cas échéant les risques naturels et politiques, les conditions de sécurité, etc.)

Les déplacements dans certains pays – notamment l'Afghanistan, le Pakistan et le Bangladesh – doivent être programmés en tenant compte attentivement des conditions de sécurité.

Pour l'Inde, New Delhi est une capitale où il y a une forte pollution atmosphérique au cours d'une grande partie de l'année.

DUREE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER:

Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE – 01 49 55 46 44
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Héloïse PESTEL- Sous-Directrice International – DGPE : 01 49 55 45 08
heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Rekha BERNARD, mail : rekha.bernard@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Direction Interventions / Directeur adjoint F/H

N° appel à candidature :	**Catégorie : A+**
Cotation parcours pro. : **3+**	**Cotation part fonction IPF : 5 si IPEF** **Cotation RIFSSEP G1 si administrateurs civils**
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à leur orientation (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner leurs projets économiques (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,..). Au sein de l'établissement, la direction des Interventions (DI) a pour mission de concevoir et mettre en œuvre les dispositifs financiers (aides communautaires et nationales) et non financiers d'accompagnement des filières.
Objectifs du poste	Le directeur adjoint assiste et supplée, le directeur DI dans l'ensemble de ses fonctions, notamment la mise en œuvre et le pilotage des actions confiées à la direction, dans le cadre défini par la direction générale et le contrat d'objectif et de performance entre l'Etat et l'établissement.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le directeur adjoint DI participe à la coordination et à l'animation des équipes (environ 200 agents), organisées en cinq services dont trois chargés des aides communautaires (potentiel et structures viticoles, programmes opérationnels et promotion, régulation des marchés et programmes sociaux), un chargé des aides nationales (y compris aides de crise), appui aux entreprises et innovation, un chargé des contrôles et de la normalisation. Cette organisation est complétée d'une cellule dédiée à la modernisation des outils de gestion. Le directeur adjoint participe à la gestion et au pilotage des moyens et objectifs confiés à la direction et veille en particulier à la mise en œuvre des dispositifs d'intervention, dans les délais prescrits et dans des conditions de sécurité juridique et financière satisfaisantes. Il participe à la bonne fin des chantiers de modernisation des outils et des méthodes de la direction. Il contribue à assurer une étroite collaboration entre les équipes de la direction et celles des autres composantes de l'établissement, et contribue aux relations de la direction avec les tutelles et tous partenaires concernés.
Champ relationnel du poste	Interne à FranceAgriMer : toutes directions et services du siège et en région Cabinets et directions des ministères chargés de l'Agriculture, de la Mer et de la cohésion sociale (DGPE, DPMA, DGAL, DGCS..), directeurs DRAAF, autres établissements sous tutelle du MAAF (ASP). Représentants des Régions Responsables professionnels agricoles et de la pêche

Compétences liées au poste	**Savoirs / Connaissances**	**Savoir-faire / Maîtrise**
	• Bonne connaissance des filières agricoles et agroalimentaires et des politiques agricoles publiques, appuyée par une expérience pratique de celles-ci ; Solides connaissances du droit de la PAC ; • Connaissances en matière de systèmes d'information ;	• Créativité, dynamisme et sens de l'organisation ; • Expérience réussie du management d'équipes ; • Aptitude à la conduite de projets ; • Goût pour la concertation

Personnes à contacter	Eric ALLAIN, directeur général ; Philippe MERILLON, directeur général adjoint 01.73.30.20.50 direction.generale@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, cheffe de l'unité développement des RH 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : 03 Février 2017

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Direction Marchés, études et prospective / Directeur F/H

N° appel à candidature :	**Catégorie : A+**
Cotation parcours pro. : **3+**	**Cotation part fonction IPF : 5 si IPEF** **Cotation RIFSSEP G1 si administrateurs civils**
Poste susceptible d'être vacant au 1 mars 2017	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à leur orientation (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner leurs projets économiques (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,..). Au sein de l'établissement, la direction Marchés, études et prospective (MEP) a pour mission de recueillir, traiter et diffuser des informations économiques, de réaliser des analyses économiques sectorielles, mais aussi de développer des approches et outils transverses et multi-filières. A ce titre elle anime les exercices de prospective et d'évaluation des actions publiques programmées par l'établissement.
Objectifs du poste	Le directeur MEP met en œuvre et pilote les orientations et actions relatives aux fonctions de veille économique et d'analyse des marchés définies par la direction générale, dans le cadre du contrat d'objectif et de performance entre l'Etat et l'établissement. Membre du comité de direction, il apporte son appui à la définition et à la mise en œuvre des orientations de la direction générale et veille à les promouvoir tant en interne qu'auprès des partenaires de l'établissement. Dans son périmètre de compétences et avec les moyens qui lui sont confiés, il propose et mène toute action visant à assurer la mission d'information économique (production – traitement – diffusion) confiée à l'établissement.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le directeur MEP coordonne et anime les équipes (environ 100 agents), organisées en deux services l'un chargé des évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles, l'autre chargé des approches et outils transverses et multi-filières, ainsi que des systèmes d'information économique partagés. Il est responsable des moyens et objectifs confiés à la direction et veille en particulier à la pertinence, la régularité et la qualité des informations produites et diffusées (rôle de tiers de confiance), en routine comme en réponse aux demandes particulières des tutelles et des filières. Il contribue à la valorisation des études et travaux conduits par ses équipes. Il veille à la bonne fin des chantiers de modernisation des outils et des méthodes de la direction
Champ relationnel du poste	Interne à FranceAgriMer : toutes directions et services du siège et en région Directions des ministères chargés de l'Agriculture et de la Mer (DGPE, DPMA, DGAL, SG/SSP..), directeurs DRAAF, établissements de recherche, autres établissements publics. Responsables professionnels agricoles et de la pêche

Compétences liées au poste	**Savoirs / Connaissances**	**Savoir-faire / Maîtrise**
	• Bonne connaissance des filières agricoles et agroalimentaires et des politiques agricoles publiques, appuyée par une expérience pratique de celles-ci ; une expérience des marchés/filières à l'international sera appréciée ; • Solides connaissances en économie ; • Connaissances en matière de systèmes d'information ; • Bonne maîtrise de l'anglais	• Expérience réussie du management d'équipes, capacité à arbitrer ; • Créativité et dynamisme • Aptitude à la conduite de projets, • Goût pour la concertation • Aisance dans l'expression écrite et les présentations orales.

Personnes à contacter	Eric ALLAIN, directeur général ; Philippe MERILLON, directeur général adjoint 01.73.30.20.50 direction.generale@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, cheffe de l'unité développement des RH 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : 03 Février 2017